

ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ AU LUXEMBOURG

Les laissés-pour-compte
du système de santé



EUROPEAN
NETWORK
TO REDUCE
VULNERABILITIES
IN HEALTH





© Laurent Antonelli

ÉTAT DES LIEUX ET RECOMMANDATIONS

Depuis 2014, les équipes de professionnels de santé bénévoles de Médecins du Monde offrent des soins de santé gratuits aux plus vulnérables de notre société : des personnes sans-abri, des primo-arrivants, des personnes en séjour irrégulier, des personnes sans ressources financières...

Médecins du Monde (MdM) souhaite attirer l'attention des pouvoirs publics, des décideurs politiques, des professionnels de santé et du grand public sur le fait que **tout le monde, au Luxembourg, n'a pas accès au système national de protection sociale.**

→ 591 personnes
se sont présentées aux
consultations MdM en 2016

→ 75% d'entre elles
ne bénéficiaient pas
d'une couverture de santé

Pourtant, des solutions sont possibles pour faire tomber les différentes barrières à l'accès aux soins.

L'accès aux soins constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain. Une prise en charge précoce et une attention particulière aux soins préventifs constituent, en outre, une réponse évidente à un impératif de santé publique et une économie considérable pour notre système de soins¹.

Médecins du Monde demande la mise en place d'un **système de protection sociale inclusif** et accessible permettant un accès aux soins de santé pour toute personne vivant au Luxembourg quel que soit son statut administratif.

LES 5 RECOMMANDATIONS DE MÉDECINS DU MONDE

Nous proposons 5 recommandations destinées à rendre notre système de santé plus inclusif et accessible.

1 Lier l'accès au système national de protection sociale au fait que les personnes demandeuses **vivent sur le territoire luxembourgeois**.

Le Luxembourg peut s'inspirer des modèles mis en œuvre dans les pays voisins comme l'Aide médicale de l'Etat (AME)² en France ou l'Aide médicale urgente (AMU) en Belgique. L'AME est un dispositif permettant aux personnes sans autorisation de séjour de bénéficier d'un accès aux soins. Elle participe ainsi à l'accès universel aux soins de santé.

2 Offrir un accès **complet** aux soins de santé primaires à **tous les enfants** vivant au Luxembourg.

Cet accès comprend en particulier les vaccinations de base aux enfants de migrants en situation irrégulière.

3 Donner plus de moyens aux offices sociaux des communes afin d'accélérer le traitement des demandes de **tiers-payant social** (TPS).

Nous recommandons d'alléger les procédures et d'élargir l'offre de soins liées au TPS pour les personnes en difficulté financière.

4 **Généraliser le tiers-payant** pour tous les actes effectués en ambulatoire afin que personne ne soit contraint de renoncer à des soins de santé pour des raisons financières.

5 **Soutenir les professionnels de santé** pour qu'ils donnent des soins à tous les patients indépendamment de leur statut administratif.

¹ *Cost of exclusion from healthcare – The case of migrants in an irregular situation*, European Union Agency for Fundamental Rights, 2015 http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2015-cost-healthcare_en.pdf

² Legal report on access to healthcare in 16 European countries, 2017, https://mdmeuroblog.files.wordpress.com/2014/01/2017_final-legal-report-on-access-to-healthcare-in-16-european-countries.pdf



© Laurent Antonelli

Les barrières à l'accès aux soins de santé

Au Luxembourg, la richesse est répartie de façon très disparate³. Les inégalités sociales continuent de se creuser⁴. L'une des conséquences est qu'une frange de plus en plus importante de la population n'a pas ou difficilement accès aux soins.

En 2016, 591 patients ont été suivis par Médecins du Monde. En 2017, le nombre de consultations offertes a fortement augmenté par rapport à l'année précédente.

Parallèlement à l'augmentation du nombre de patients, les équipes de Médecins du Monde doivent faire face à des besoins plus diversifiés. En effet, en 2015, les médecins bénévoles ont surtout soigné des personnes sans-abri. Cependant, depuis 2016, la patientèle n'a fait que s'élargir en incluant des personnes en logement précaire, des familles et des femmes enceintes.

3 Suivant l'analyse détaillée de l'indice socio-économique luxembourgeois au niveau des communes publiée par le Statec en juillet 2017 (<http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/bulletin-Statec/2017/PDF-Bulletin2-2017.pdf>)

4 sur la période 2004-2016, indiquait le Statec dans son Rapport travail et cohésion sociale 2017 (<http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/cahiers-economiques/2017/PDF-Cahier-123-2017.pdf>). En 2016, 16,5% des résidents se trouvaient en risque de pauvreté, tandis qu'une personne sur dix a rencontré des difficultés financières persistantes.

Les barrières administratives

L'accès au système de santé et à la protection sociale au Luxembourg est directement lié à la **domiciliation** du patient. En d'autres termes, si une personne n'est pas enregistrée à la commune, elle ne pourra pas demander de protection sociale.

Alphonse⁵ est venu nous voir à cause de graves problèmes de santé. Originaire du sud du pays, ce Luxembourgeois, âgé de plus de 65 ans, se déplace à l'aide d'une canne car il est diabétique et ne prend plus son traitement. Recueilli au campement de tentes de Bonnevoie par d'autres sans-abri, il est devenu un régulier des permanences de Médecins du Monde.

« Je n'ai plus du tout de revenu car je n'ai pas de résidence. Je dors dans le « camping » ici à Bonnevoie depuis trois semaines. J'avais mal aux jambes à cause de l'eau alors je suis venu à Médecins du Monde. Avant, j'étais en foyer. J'étais dans une chambre de 4 personnes. Les 3 autres étaient toujours bourrés, alors je n'y suis plus retourné. "Ils" m'ont « enlevé de la résidence » et j'ai perdu en même temps ma pension. Je ne peux plus payer le médecin. Je dois attendre jusqu'à ce que j'aie de l'argent. J'attends une adresse... »

TÉMOIGNAGE

Les **enfants de migrants en situation irrégulière** n'ont accès au système de santé complet que s'ils sont reconnus comme mineurs non accompagnés. Les enfants de migrants en situation irrégulière vivant avec leur famille présentent souvent des difficultés à accéder aux services de prévention et à un suivi médical.

*« Aujourd'hui, notre plus jeune patiente est venue consulter : **Manon⁶** a deux mois. Sa maman vit au Luxembourg sans y avoir d'adresse officielle. Notre pédiatre bénévole a mis en place un suivi vaccinal, auquel elle n'avait pas accès. »*

Témoignage recueilli au Centre médical d'Esch-sur-Alzette,
le 19 avril 2016

TÉMOIGNAGE

De même, pour bénéficier du **tiers-payant social** (TPS), il faut en faire la demande à l'office social de sa commune de résidence. Cette démarche peut représenter une barrière pour des personnes qui n'osent pas faire la demande, ou la réitérer si elles sont mal informées. De plus, le TPS ne peut être accordé que pour une durée de trois, voire six mois. Il ne couvre pas les dépenses liées à l'achat de médicaments.

5 Le prénom a été changé pour respecter l'anonymat du patient.

6 Le prénom a été changé pour respecter l'anonymat de la patiente.

Les barrières économiques

Les personnes souhaitant bénéficier de services de soins doivent **avancer l'argent**, ce qui peut représenter une barrière financière.

En 2016, 14% des patients de Médecins du Monde déclaraient avoir pourtant accès à la protection sociale. La pauvreté et le fait de devoir avancer la part-patient, pour les soins comme pour les médicaments, sont des freins à l'accès aux soins de santé, même si les personnes sont affiliées à la Caisse Nationale de Santé (CNS).

S'y ajoutent des barrières liées spécifiquement à la très grande précarité : certaines personnes vulnérables s'auto-excluent des soins.

Par exemple, en Belgique, Médecins du Monde demande la mise en place d'une ligne de soins intermédiaire nommée « ligne 0,5 »⁷ en référence à la première ligne de soins. Ce serait un ensemble de services ayant une « approche multidisciplinaire, flexible et proactive » et sans aucune restriction d'accès. Cette ligne est conçue comme un « marchepied » vers le système général.

Jusqu'en juillet, **Sophie**⁸ est venue souvent
au Centre médical de Bonnevoie.
Elle a 29 ans, est originaire d'un pays
de l'Union européenne (UE) et
*« vit dans la rue depuis longtemps, ici et là,
avec comme seul bien, son caddy rempli d'histoire ».*
*La solitude de Sophie a touché Isabelle,
assistante sociale chez Médecins du Monde.*
*Sophie est souvent revenue la voir pour être écoutée,
mais pas seulement : « J'y vais assez souvent, ils m'aident
pour mon estomac. Ils sont très réconfortants,
ils donnent ce qu'on a besoin,
c'est très gentil, ils ont mis fin à ma souffrance... »*

TÉMOIGNAGE

⁷ Livre blanc sur l'accès aux soins en Belgique. https://www.medecinsdumonde.be/sites/www.doktersvanderwereld.be/files/publicatie/attachments/livre_blanc_fr-complet-def.pdf

⁸ Le prénom a été changé pour respecter l'anonymat de la patiente.



© Laurent Antonelli

Qui sont les personnes qui se présentent aux consultations de Médecins du Monde ?

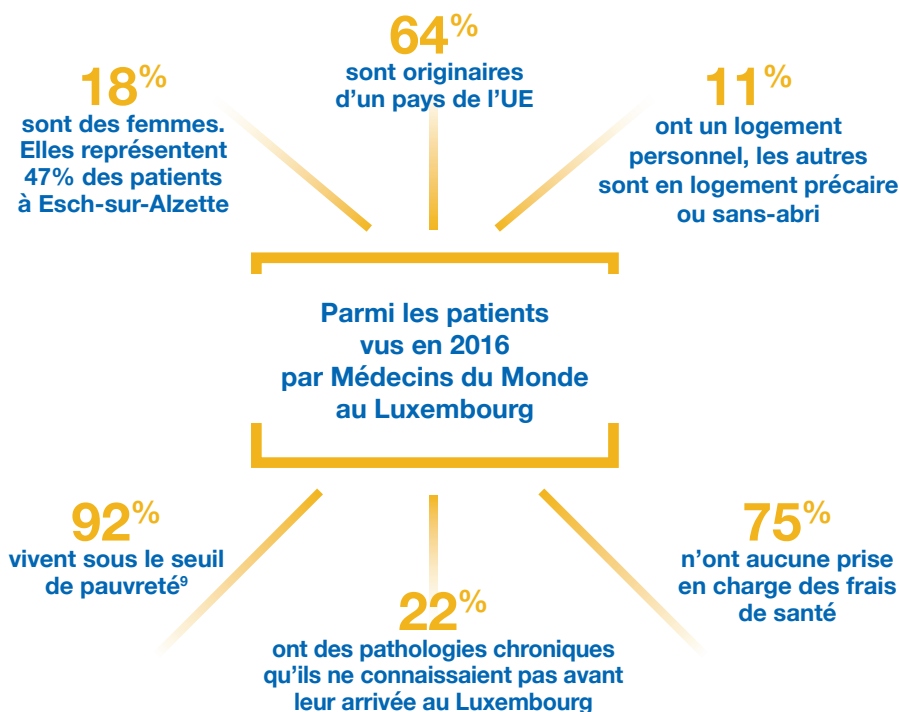
- **Les personnes sans-abri** toutes nationalités confondues. Sans adresse, elles n'ont pas accès au système de protection sociale.
- **Des personnes ayant un toit et une adresse officielle** toutes nationalités confondues, en décrochage social et se retrouvant sans accès aux soins.
 1. **des citoyens luxembourgeois** ou des résidents en fin de Revenu Minimum Garanti (RMG) **qui perdent leurs droits sociaux** et par conséquent, leur couverture de soins de santé.
 2. **des citoyens luxembourgeois** ou des résidents **en situation de grande précarité** : ils ont une carte CNS, mais sont dans l'incapacité de régler la part patient des honoraires du médecin lors d'une consultation médicale classique. Ils présentent également des difficultés à acheter des médicaments. En outre, nombreuses sont les familles qui, par pudeur ou par défaut d'information, ne recourent pas à l'avance proposée par les offices sociaux des communes.

→ Des personnes ayant un toit mais pas d'adresse officielle

- 1. des citoyens de l'UE** qui résident au Luxembourg depuis plus de trois mois, mais ne peuvent pas justifier de ressources suffisantes. Ils sont considérés comme des migrants en situation irrégulière et n'ont, par conséquent, pas de couverture de santé.
- 2. les familles de migrants en situation irrégulière** : sans papiers, ces personnes ne peuvent pas accéder aux services de soins. Certaines d'entre elles sont déboutées du droit d'asile au Luxembourg.

→ Les travailleurs/travailleuses du sexe, les usagers de drogue et les personnes dépendantes à l'alcool

Ces personnes sont généralement exclues des systèmes de santé en raison de ce qu'elles sont ou de ce qu'elles font. C'est en ce sens qu'elles sont plus vulnérables et à risque que d'autres : non pas parce que le virus est différent ou se transmet de façon différente, mais parce que leur statut social et légal les éloigne des programmes de prévention et de prise en charge.



⁹ Selon le Statec, au Grand-Duché, le seuil de risque de pauvreté pour une personne (60% du revenu médian national) correspond à 1.665 EUR/mois.



© Laurent Antonelli

Le contexte juridique au Luxembourg en matière de santé

Souscrire à une couverture de santé est obligatoire au Luxembourg. Le système de santé luxembourgeois fournit un accès gratuit à tous ses citoyens aux soins de santé de base. Le système de santé national couvre la majeure partie des traitements fournis par les médecins, ainsi que l'hospitalisation.

Les patients doivent payer la fourniture du service médical, puis envoyer leurs factures à la CNS pour en obtenir le remboursement, dont le taux varie entre 80 et 100%.

Il y a quatre catégories de remboursement de médicaments (de 0 à 100%). Les médicaments sur ordonnance doivent être prescrits par un médecin. Les frais sont ensuite remboursés par la CNS.

Les soins d'urgence sont délivrés obligatoirement et sans avancement des frais.

Cas spécifiques :

- Si les personnes résidant légalement au Luxembourg ne peuvent payer leurs frais de santé en avance, elles peuvent demander le tiers-payant social (TPS) à l'office social compétent.

- Les citoyens de l'UE qui souhaitent résider au Luxembourg pour une durée inférieure à trois mois peuvent conserver la couverture de santé de leur pays d'origine et bénéficier de soins de santé au Luxembourg dans les mêmes conditions que les nationaux, grâce à la carte européenne d'assurance maladie (pour des soins non prévus).
- S'ils souhaitent résider au Luxembourg plus de trois mois, les citoyens de l'Union européenne doivent pouvoir justifier de ressources suffisantes pour disposer d'une couverture santé. Dans le cas contraire ils sont considérés comme des migrants en situation irrégulière¹⁰.
- Les bénéficiaires de la protection internationale (BPI ou réfugiés) ont accès aux prestations sociales au même titre que les citoyens luxembourgeois.
- Pour les demandeurs de protection internationale (DPI), les soins médicaux de base sont pris en charge par l'OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration). Les DPI doivent contracter une assurance maladie volontaire, et c'est l'OLAI qui prend en charge la cotisation mensuelle pendant toute la durée d'examen de la demande.

Médecins du Monde Luxembourg

Médecins du Monde est une organisation internationale de développement médical, qui fournit des soins médicaux aux personnes vulnérables dans le monde et au Grand-Duché de Luxembourg, en promouvant l'accès et le droit à la santé.

Le premier objectif est de soigner. Mais l'association va plus loin : à partir de sa pratique médicale, Médecins du Monde témoigne des difficultés à l'accès aux soins, des atteintes aux droits humains et à la dignité humaine.

La vocation de Médecins du Monde n'est pas de proposer une alternative au système en place, mais de participer aux changements nécessaires pour rendre le système plus inclusif et plus équitable.

Concrètement, Médecins du Monde permet à des personnes n'ayant pas ou plus accès à des soins médicaux de consulter un médecin et de bénéficier d'un suivi médical. Ces soins médicaux sont donnés par des bénévoles, professionnels du secteur de la santé.

Actuellement, quelque 75 bénévoles (dont 11 médecins généralistes, 15 infirmières, 6 dentistes, 2 opticiens, 9 médecins spécialistes, 6 psychologues, 1 pédicure, 2 assistants sociaux et 26 accueillants sociaux) s'engagent régulièrement sur le terrain des soins au Luxembourg. Leur travail est coordonné par une équipe de 5 salariés.

Au Luxembourg, les lieux de consultation sont au nombre de trois : le Centre d'Accueil, de Soins et d'Orientation (CASO) et le Foyer Esperanza, tous deux à Bonnevoie, ainsi que le CASO d'Esch-sur-Alzette. S'y ajoutent des tournées hebdomadaires de soins de rue dans les quartiers autour de la gare de Luxembourg-Ville, un service de santé mentale et un service social.

¹⁰ Directive 2004/38/CE.



© Laurent Antonelli

Pour plus d'informations

Merci de contacter

Sylvie MARTIN, Chargée de direction

smartin@medecinsdumonde.lu

Tél.: +352 671 045 674

Besoin d'aide ?

→ CASO Esch

5 rue d'Audun
Esch/Alzette
Jeudi 10h - 12h

→ CASO Bonnevoie

30 Dernier Sol
Bonnevoie - Luxembourg
Lundi 10h - 12h
Mercredi 18h - 20h
Vendredi 10h - 12h

→ Permanence de Soins Esperanza House

70 Dernier Sol
Bonnevoie - Luxembourg
Mardi 19h30 - 21h
Jeudi 19h30 - 21h

Ce travail a reçu le soutien du Programme européen pour l'intégration et la migration (EPIM) – une initiative conjointe du Réseau des fondations européennes (NEF) et de la Commission européenne – Direction générale santé et sécurité alimentaire/Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHAFEA), dans le cadre d'une subvention du Programme de santé (2014-2020) de l'Union européenne. Les auteurs de ce rapport sont pleinement responsables de son contenu, qui ne reflète que leur opinion. Il ne prétend pas refléter l'opinion de la Commission européenne – Direction Générale santé et sécurité alimentaire ni/ou du CHAFEA, de l'EPIM-NEF, des fondations partenaires ou de toute autre instance de l'Union européenne. La Commission européenne et le CHAFEA déclinent toute responsabilité quant à l'usage qui pourrait être fait des informations qu'il contient.



www.medecinsdumonde.lu



Médecins du Monde

5 rue d'Audun L-4018 Esch-sur-Alzette

asbl de droit luxembourgeois fondée le 15 octobre 2013
RCS n° F9731

info@medecinsdumonde.lu

facebook

[@MdMLux](https://www.facebook.com/MdMLux)